

Numéro de l'avis : 2025-62557845

Statut : Envoyé

Liste des diffuseurs : BOAMP

Formulaire : MAPA - Avis de marché

**Attention** : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral.

## BLOC 1. Identification de l'organisme qui passe le marché

Type d'organisme : Etat

Nom de l'organisme : DISP Marseille

Pays : FRANCE

Numéro dans la voie : 4

Type de voie : TRAVERSE

Nom de la voie : TRAVERSE DE RABAT

Ville : MARSEILLE CEDEX 9

Code postal : 13277

Civilité : M

Nom : Boubli

Prénom : Raphaël

Fonction : Juriste marchés publics

Téléphone : 0491408622

Email : raphael.boubli@justice.fr

Adresse du profil d'acheteur (URL) : <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

## BLOC 2. Description du marché

Objet du marché : Opération de travaux de mise en sécurité du périmètre du centre pénitentiaire de Toulon - Lot 01 - Clotures Lot 02 - CFO CFA

Travaux : Vrai

Numéro dans la voie : CP TOULON

Type de voie : Route

Nom de la voie : Route de la Crau Quartier Castille

Code postal : 83041

Ville : FRANCE

## BLOC 3. Caractéristiques principales

Des variantes seront-elles prises en compte ? : Non

## BLOC 4. Renseignements relatifs aux lots

Le marché est alloti : Oui

Détail du lot

Numéro de lot : 1

Description succincte : Installation de clôtures dans le cadre des travaux de mise en sécurité du périmètre du centre pénitentiaire de Toulon-La Farlède

Numéro de lot : 2

Description succincte : Prestations de contrôle d'accès, d'interphonie et de raccordement électrique associés aux ouvrages du lot n° 1 (clôtures, portails, portillons)

un lot : Vrai

plusieurs lots : Vrai

tous les lots : Vrai

## BLOC 8. Justifications

Les documents à produire sont ceux listés à la consultation : Vrai

Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire (si ces documents ne sont pas déjà demandés dans le cadre du formulaire DC2, ci-après) : Vrai

Déclaration sur l'honneur du candidat justifiant qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 ou aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 du code de la commande publique ou, pour les marchés publics de défense ou de sécurité, qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles L. 2341-1 à L. 2341-3 ou aux articles L. 2141-7 à L. 2341-5 du code de la commande publique (si cette déclaration n'est pas déjà demandée dans le cadre du formulaire DC1, ci-après) : Vrai

Déclaration sur l'honneur du candidat attestant qu'il est en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1, L. 5212-2, L. 5212 5 et L. 5212-9 du code du travail, concernant l'emploi des travailleurs handicapés (si cette déclaration n'est pas déjà demandée dans le cadre du formulaire DC1, ci-après) : Vrai

Si le candidat est établi en France, une déclaration sur l'honneur du candidat justifiant que le travail est effectué par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1 du code du travail (dans le cas où le candidat emploie des salariés, conformément à l'article D. 8222-5-3° du code du travail) (si cette déclaration n'est pas déjà demandée dans le cadre du formulaire DC1, ci-après) : Vrai

Si le candidat est établi ou domicilié à l'étranger, une déclaration sur l'honneur du candidat attestant qu'il fournit à ses salariés des bulletins de paie comportant les mentions prévues à l'article R. 3243-1 du code du travail, ou des documents équivalents (si cette déclaration n'est pas déjà demandée dans le cadre du formulaire DC1, ci-après) : Vrai

Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles (renseignements à inscrire dans le formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public) : Vrai

Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels (déclaration à produire en annexe du formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public) : Vrai

Bilans ou extraits de bilans, concernant les trois dernières années, des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi (documents à fournir en annexe du formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public) : Vrai

Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années (déclaration à produire en annexe du formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public) : Vrai

Présentation d'une liste des principales fournitures ou des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique (documents à fournir en annexe du formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public) : Vrai

Présentation d'une liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, l'époque et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin (documents à fournir en annexe du formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public) : Vrai

Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique (documents à produire en annexe du formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public) : Vrai

Indication des titres d'études et professionnels des cadres de l'entreprise et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du marché (documents à produire en annexe du formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public) : Vrai

Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature (déclaration à produire en annexe du formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public) : Vrai

En matière de fournitures et services, une description de l'équipement technique, des mesures employées par l'opérateur économique pour s'assurer de la qualité et des moyens d'étude et de recherche de son entreprise (document à fournir en annexe du formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public) : Vrai

Echantillons, descriptions et/ou photographies des fournitures : Vrai

En cas de marché public ou d'accord-cadre passé pour les besoins de la défense, renseignements relatifs à la nationalité du candidat (renseignements à inscrire dans le formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public) : Vrai

En cas de marché public ou d'accord-cadre passé pour les besoins de la défense, et si l'objet ou les conditions du marché le justifient, renseignements relatifs à l'habilitation préalable du candidat, ou à sa demande d'habilitation préalable, en application des articles R. 2311-1 et suivants du code de la défense, relatifs à la protection du secret de la défense nationale (renseignements à inscrire dans le formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public) : Vrai

Formulaire DC1, Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses co-traitants (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) : Vrai

Formulaire DC2, Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) : Vrai

Formulaire ATTR11, Acte d'engagement (disponible à l'adresse suivante :

<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-attribution-marches-2016>) : Vrai

Formulaire DC4, Déclaration de sous-traitance (disponible à l'adresse suivante :

<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat-dc1-dc2-dc3-dc4>) : Vrai

S'il s'appuie, pour présenter sa candidature, sur les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par l'acheteur public. Le candidat doit également apporter la preuve que chacun de ces opérateurs économiques mettra à sa disposition les moyens nécessaires, pendant toute la durée d'exécution du marché public ou de l'accord-cadre (documents à produire en annexe du formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public) : Vrai

Si les documents fournis par le candidat ne sont pas établis en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté : Vrai

Les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail : Vrai

Si l'attributaire est établi en France, les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ou un état annuel des certificats reçus (formulaire NOT12) : Vrai

Si l'attributaire est établi dans un Etat autre que la France, un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les Etats où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays : Vrai

Si les documents fournis par le candidat ne sont pas établis en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté : Vrai

Commentaires : Les documents à produire sont précisés à l'article 4 du règlement de consultation.

## BLOC 9. Critères d'attribution

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction : Des critères énoncés dans le cahier des charges (règlement de la consultation, lettre d'invitation ou document descriptif)

## BLOC 10. Conditions de délai

Date limite de réception des offres dans le cas d'une procédure ouverte : 20/10/2025

Délai minimum de validité des offres : Durée

Nombre de jours minimum de validité des offres : 90

## BLOC 12. Adresses complémentaires

Type d'adresse complémentaire : Obtenir des documents

Nom de l'organisme : DISP de Marseille

Civilité : M

Prénom : Raphaël  
Nom : Boubli  
Fonction : Juriste marchés publics  
Pays : FRANCE  
Email : raphael.boubli@justice.fr

## INDEXATION de l'annonce

Les informations suivantes servent à la diffusion de votre annonce sur le site Internet.

**Date jusqu'à laquelle cette annonce doit être disponible sur <http://www.boamp.fr> :** 20/10/2025

**Objet de l'avis :** (tel qu'il apparaîtra dans le moteur de recherche <http://boamp.fr>) : Travaux de mise en sécurité du périmètre du centre pénitentiaire de Toulon-La Farlède

**Nom de l'organisme :** DISP de Marseille

**Mots descripteurs :** Clôture; Electricité (travaux)

**Sous quel(s) département(s) votre annonce doit-elle être mise en ligne :** 83 - Var

**Autre(s) département(s) :** 13 - Bouches-du-Rhône; 06 - Alpes-Maritimes; 04 - Alpes-de-Haute-Provence; 84 - Vaucluse; 05 - Hautes-Alpes

## Informations relatives à l'avis

**Identifiant de l'avis :** 07095ac8-1f3b-4477-8f79-5e1bd73ec0cf

**Type de formulaire :** Mise en concurrence

**Type d'avis :** MAPA - Avis de marché

**Sous-type d'avis :** Avis de marché

**Adresse électronique de l'expéditeur :** stephanie.bogbe@justice.fr

**Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible :** français